

BUREAUX : Rue Nain, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois 10 f.
Six mois 19
Un an 37

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeek, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. MEROUX

Le Nord de la France :
Trois mois 12 f.
Six mois 22
Un an 44

ANNONCES : 15 centimes la ligne
RÉCLAMES : 25 centimes
On écrit à l'adresse

Voir aux dernières nouvelles

ROUBAIX, 3 JUIN 1871

Etude politique

LES DEUX PROGRAMMES DE 1789

SUITE. ET FIN. — Voir notre numéro d'hier.

VI

C'est de 1830, que date la décadence nationale ; on vit à l'œuvre ces soi-disant libéraux, hommes égoïstes, sans principes religieux, sans freins moraux, sans convictions politiques, matérialistes, prenant, comme des fiefs personnels, les fonctions publiques qu'ils étaient distribués, jouissant largement de leurs bénéfices, mais répudiant les obligations autant que possible. L'instruction, répandant une science fautive et superficielle et surexcitant l'orgueil, la jalousie et l'ambition, devint, pour les générations nouvelles, une cause efficace et continue de dégénérescence ; la passion dominante fut celle des richesses, des jouissances et des fonctions publiques. La vertu, la modestie, le dévouement, devinrent des ridicules que l'on évita généralement d'encourir.

La monarchie de 1830 s'effondra subitement ; l'aristocratie parisienne se trouva aussitôt sur place pour recueillir le pouvoir abandonné. Mais elle ne se contenta pas d'un rang secondaire. Elle voulut reconquérir la souveraineté. En même temps, s'abattirent sur la France des nuées de vautours, s'élançant des régions démocratiques et démagogiques ; ils arrièrent aux orléanistes le butin que ceux-ci avaient conquis, en 1830, sur les légitimistes ; en dix-huit années, la France avait été deux fois subjuguée par des bandes d'hommes légers de principes, mais ardents à la curée du pouvoir et de l'opulence ; elle n'avait plus d'administrateurs, de mandataires ; elle subissait docilement des maîtres ; les bourgeois du programme de Mirabeau, la dirigeaient à leur gré.

La populace de Rome ne veut pas rester en arrière de la populace de Paris ; elle s'insurge, s'empare de la ville sainte, et le pape Pie IX, homme de progrès, mais de progrès chrétien, est obligé de prendre la fuite, pour éviter les dangers qui le menacent. Une Chambre française, fidèle aux traditions de Charlemagne et de l'ancienne monarchie, envoie une armée, qui expulse de Rome la démagogie ; le vénérable Pontife peut rentrer dans ses Etats, dans la capitale de la chrétienté.

L'esprit novateur se développe en France, sous la République ; dans des cours publics, on enseigne le communisme, le socialisme, systèmes de travail à l'usage de tous ceux qui abhorrent le travail et qui vivent d'utopies et de révolutions. Les terribles journées de Juin sont la conséquence de ces déplorables enseignements. La guerre civile éclate ; le sang coule abondamment. Le saint archevêque de Paris tente d'arrêter l'effusion du sang, et il tombe, mortellement frappé par une balle française.

Les triumphanters du 24 Février, des orateurs dépourvus de science politique, d'études sérieuses et approfondies et d'expérience pratique, jettent légèrement, inconscients de leur œuvre, non seulement la République, mais encore le suffrage universel, comme des cadeaux de bienvenue aux émeutiers de l'Hôtel-de-Ville, qui les ont proclamés souverains de la noble terre de France. Ils n'opposent, à cette nouvelle institution du vote électoral, aucune condition sérieuse de domicile, de moralité, d'intelligence, à la conservation de l'ordre public ; c'est, cependant, une arme excessivement dangereuse, dont ces hommes gonflés d'orgueil, mais vides de talents réels et de connaissances profondes, ne comprennent point la portée et n'apprécient pas la puissance et les dangers. Ils introduisent dans un Etat monarchique une institution que n'ont jamais pratiquée, à ce point excessif, les républiques de l'antiquité. Les premiers fonctionnaires du suffrage universel sont l'envoi, à la Chambre, des députés monarchistes, pour diriger la République, puis, l'élection du neveu d'un empereur à la présidence de cette République.

Les libéraux de 1830, les républicains de 1848 avaient donné, le scandaleux exemple de serments prêtés au souverain et violés par les fonctionnaires révoltés. Les mauvais exemples sont contagieux ; le prince Louis Bonaparte fait subir aux vainqueurs de Charles X et de Louis Phi-

lippe la loi du talion ; ils se répandent contre lui en injures et en reproches de trahison, et ils oublient qu'ils se sont rendus coupables des mêmes actes et qu'ils ont, les premiers, encouru la même accusation. La France est ainsi périodiquement et tour à tour la proie, tantôt des vertueux et éloquents orateurs de l'opposition, ennemis mortels des abus qu'ils n'ordonnent pas et qu'ils ne peuvent pas bénéficier, et tantôt de l'ambition de cette famille corse qui la subjugué par la violence et la traite comme un fief dont elle peut dispenser à son gré.

Le second empire ne vit que de coups d'Etat, de coups de tête, et de fourberies. Comme son oncle, Napoléon III séduisit d'abord le souverain Pontife et le clergé français par ses caresses artificieuses et hypocrites ; il veut être sacré par le Pape ; ne pouvant obtenir cette faveur, il dissimule son ressentiment et donne pour parrain à son fils celui qui doit bientôt devenir sa victime. Les années 1859 et 1860 démasquent ses projets et mettent à nu ce cœur rongé par l'impunité et la fourberie. L'expédition du Mexique cache des bas-fonds ignobles et hideux ; la guerre de 1866 est fatale à la France, plus encore peut-être qu'à l'Autriche.

A l'intérieur, le luxe et la corruption règnent à la cour ; l'impunité érigée en doctrine règne comme souveraine ; elle insulte hautement au culte de la nation ; l'immoralité s'affiche fastueusement. Le chef de l'Etat encourage les instincts démagogiques et la discorde dans les rangs de la société ; il flatte les passions populaires pour s'en faire une arme contre les classes supérieures. Il est puissamment aidé dans cette œuvre de désorganisation sociale par l'aristocratie démocratique qu'il a prise à son service et qui compose la nombreuse armée de fonctionnaires qui pèse si durement sur la France.

Ainsi, cette aristocratie a été tour à tour souveraine, alliée de l'empire, auxiliaire d'un royaume tardif ; elle est devenue souveraine ; elle a servi l'empire, elle a reconquis la souveraineté. Son règne a duré soixante-sept ans.

Et maintenant, qu'elle nous indique l'usage qu'elle a fait de cette longue domination : où a-t-elle conduit la France en portant sans cesse le drapeau révolutionnaire de Mirabeau ?

Elle a, en 1789, affaibli le pouvoir royal, elle l'a détruit en 1792. Quel bien elle a fait à la France, la Constituante, la Convention, les Girondins, les Montagnards, le Directoire, Napoléon I^{er}, Louis-Philippe, Napoléon III et les trois Républiques ?

Elle a persécuté le clergé ; depuis 1789 elle n'a cessé d'outrager, d'insulter la religion catholique, de l'exiler du domaine public et d'interdire à une grande nation la faculté d'avouer et de professer hautement ses croyances. Elle a proclamé l'incrédulité, l'athéisme, le matérialisme. Depuis vingt ans surtout, ces doctrines dissolvantes ont été hautement affichées dans les régions officielles.

Elle a supprimé la noblesse, maintenue dans toutes les nations de l'Europe, et avec elle, les instincts et les exemples de fidélité, de loyauté, de grandeur d'âme. Elle l'a remplacée par une armée innombrable de fonctionnaires payés par la nation et chargés cependant de la dominer, de l'opprimer et de la réduire à la servilité la plus complète.

Par une centralisation toujours croissante, elle a supprimé toute individualité, toute spontanéité : l'Etat tout, chaque Français n'était rien.

Elle a toujours étouffé la voix de la vérité, de la liberté ; elle n'a encouragé que la mauvaise presse, les fausses doctrines, les idées subversives de la société, les tendances immorales.

Par l'incitation à la poursuite ardente de la richesse, au luxe effréné, à la satisfaction de toutes les jouissances, elle a corrompu et énervé les esprits et les cœurs ; elle a introduit la dilapidation dans la gestion des revenus de l'Etat, et la cour des Comptes a été impuissante pour les prévenir et pour les réprimer.

L'esprit de haine et d'hostilité entre les ouvriers et les patrons a été surexcité par l'impression de la loi sur les coalitions, due à l'orgueil et à l'ignorance du démocrate favori de Napoléon III, d'Emile Ollivier.

Quelques hommes éclairés et prévoyants, contemplant ces actes déplorables, ces œuvres malsaines, prévoyant et prédisant des désastres imminents ; mais ces voix faibles et solitaires étaient étouffées par les clameurs et les chants de triomphe des nouveaux venus, des heureux du jour nageant dans l'opulence, la mollesse et les plaisirs.

Le moment fatal est arrivé ; la foudre a subitement éclaté et les masques qui couvraient tant de visages ont disparu ; une lueur sombre et sinistre a éclairé l'horizon et a étalé à tous les regards la soudaine décomposition d'un grand peuple. Des armées se sont effondrées, détruites en partie par le far ennemi, mais surtout par l'incurie et l'imprévoyance des chefs, par de lâches et honteuses capitulations. Vainement la nation s'est levée en masse : l'aristocratie impériale et démocratique avait, pendant vingt ans, comprimé tous les ressorts du talent, du dévouement et de l'honneur. A tant de soldats disposés à verser leur sang pour la patrie, il ne s'est pas trouvé des chefs, les uns s'étant reconnus incapables, les autres s'étant réduits à l'impuissance par la superbe et égoïste folie de l'avocat généralissime Gambetta, plus préoccupé encore de la fondation de sa République que du salut de la France. La moitié de notre territoire a été visitée, pillée et dévastée par les Prussiens ; une troisième fois la capitale a reçu l'ennemi dans son enceinte. La France démembrée a dû céder en frémissant les conquêtes de Louis XIV, tandis que nos maîtres, aussi orgueilleux qu'imprévoyants, nous avaient à l'avance, dans leurs superbes proclamations, restitué les provinces du Rhin et nos frontières naturelles.

Un capital de plusieurs milliards a été perdu par les dévastations de la guerre ; cinq milliards sont dus à nos vainqueurs ; nos défenseurs à outrance qui n'ont pas su nous défendre, en ont gaspillé trois ou quatre. La France avait, pendant les guerres de la Révolution, perdu ses plus belles colonies ; l'intégrité de son territoire, respectée en 1814 et 1815, a été atteinte en 1871 par une paix humiliante qui laisse pour longtemps encore l'ennemi en garnison dans nos provinces. Et maintenant, audacieux révolutionnaires de 1789, et vous qui leur avez succédé, Mirabeau, Barrère, Lafayette, Girondins, Montagnards, Directeurs, Napoléon I^{er}, Lafayette, Odilon Barrot, Lamartine, Crémieux, Ledru-Rollin, Napoléon III, vous qui avez tour à tour conquis la France, qu'avez-vous fait de cette grande nation à laquelle vous avez imposé tant de constitutions et de lois ?

Voilà l'œuvre que vous avez préparée par votre fol orgueil et votre fatal égoïsme !

Et vous, Jules Favre, Gambetta, Garnier-Pagès, Ferry, Picard, Simon, Arago, Crémieux, Pelletan, Rochefort, rhéteurs présomptueux et téméraires, de quel droit vous êtes-vous exclusivement saisis de la France, dans un moment d'extrême péril, vous, hommes de parole, d'opposition, ignorants de la science de la guerre, de la diplomatie, de l'administration intérieure, des finances, aristocrates parisiens, toujours à l'affût des grands malheurs nationaux pour usurper le pouvoir suprême dans ces moments de troubles et de déchirements ?

Vous avez repris le programme de votre grand-père Mirabeau, et votre incapacité s'est trahie de toutes parts. Votre diplomatie a fait sourire les diplomates ; vous n'avez pas su négocier la paix ; vous avez choqué les nations neutres par la proclamation imprudente et égoïste de votre République et vos appels au soulèvement des peuples. Vous n'avez pas su davantage préparer et organiser la guerre ; vous avez stérilisé les solides éléments de résistance que vous offraient surtout les populations rurales, si modestes, mais très-dévouées. Vous avez laissé honteusement et effrontément gaspiller les fonds affectés à la défense nationale, destination sacrée. En ce moment, sur les dépenses cotées à 585,000,000, on n'a pu trouver des justifications que pour 150,000,000.

Ainsi, l'humiliation, la ruine de la nation, voilà l'œuvre de l'aristocratie démocratique, qui, en 1789, a conquis la France, et, depuis cette époque, n'a presque jamais lâché sa proie !

Voilà votre œuvre, présomptueux décevants, qui avez aussi subjugué votre patrie le 4 Septembre. En vain vous protesterez ! En vain vous jetterez encore à la face de la nation vos paroles sonores, vos déclamations et vos sophismes ! L'histoire, l'impartiale histoire prononcera votre condamnation ; elle dira que vous avez porté les derniers coups, les coups mortels à la France ; elle vous imprimera la flétrissure indélébile du traité que vous avez dû arrêter et signer, du traité sinistre qui portera les noms de ceux qui l'ont fatalement préparé, de Napoléon-Favre-Gambetta. Ce sera votre éternel châtement !

Dépêches Télégraphiques

Service particulier du Journal de Roubaix

Versailles, 2 juin, 7 h. soir.

Assemblée nationale. — M. Jean Brunet dépose une proposition tendant à abroger les lois de proscription comme étant incompatibles avec le principe républicain et servant seulement aux passions et rancunes dynastiques.

Il demande l'urgence.

L'Assemblée adopte l'urgence.

De nombreux députés de la droite déposent aussi la proposition d'abroger les lois du 10 avril 1832 et du 26 mai 1848 contre les princes de la maison de Bourbon.

Un député de la droite déclare que la fusion est acceptée par les deux branches. La droite entière confirme le vote d'urgence à une grande majorité.

Versailles, 2 juin.

Assemblée nationale. — Sur la proposition de M. Lefebvre Pontalis demandant la révision des décrets du gouvernement de la défense nationale, M. Trochu dit que le gouvernement de la défense voyait avant l'investissement la nécessité de faire la paix, il démontre que tous les efforts de M. Favre ont échoué devant des conditions inacceptables opposées par Bismark, à la réunion d'une assemblée nationale, seule compétente pour juger la question d'aliénation du territoire.

L'Assemblée décide qu'elle passera à une deuxième délibération.

Versailles, 1er juin.

Une affiche annonce que les communications avec Paris seront entièrement libres samedi.

Paris, 1er juin, 6 h. soir.

Le Journal des Débats croit que les ministres du 4 septembre ont fait leur temps.

Il critique la nomination de M. Ferry comme maire de Paris.

Si M. Jules Favre reste ministre, c'est surtout pour lui qu'il faut le regretter.

Ce journal dit que la première application que M. Thiers a faite de la loi municipale, c'est de renvoyer les maires dont les arrondissements ne veulent pas, précisément, parce qu'ils ne sont propres qu'à renverser le gouvernement même qui les nomme.

Paris, 2 juin, 6 h. matin.

On assure que lundi prochain, à l'occasion de la discussion de la validité des élections des princes de Joinville et d'Aumale, M. le duc Audiffret-Pasquier annoncera la fusion de deux branches de la maison royale.

Relativement aux scènes déplorables de Paris et de Versailles sur le passage des prisonniers, Paris-Journal demande à l'autorité d'empêcher les spectateurs de faire des manifestations brutales ou violentes contre les prisonniers.

Le parti de la République considère en général la nomination de M. Lefranc au ministère de l'intérieur, celle de M. Ferry à la préfecture de la Seine, et le maintien des personnalités républicaines dans le cabinet comme une réponse de M. Thiers aux intrigues monarchiques.

La vente de l'huile de pétrole et de toutes matières inflammables est défendue à Paris.

Une lettre du sous-gouverneur de la Banque de France constate que, depuis le 18 mars, la Banque a été obligée de payer à la Commune 9,401,000 fr. des fonds appartenant à la ville de Paris, et une somme de 7,290,000 fr. en vertu d'un blanc-seing de Versailles.

Aucune force armée n'a franchi l'enceinte. Toutes les valeurs sont intactes. Ce résultat est dû au courage de ceux des membres du Conseil de régence qui sont restés à Paris et à la ferme attitude du personnel de la Banque et aussi au concours de Beslay, délégué de la commune, qui faisait tout pour la conservation de cet établissement.

Paris, 2 juin, 9 h. mat.

Rochefort n'a pas encore été jugé. Le conseil de guerre qui doit le juger, ainsi que les autres accusés, commencera ses travaux samedi. Rochefort serait le premier qui comparaitrait à la barre. Il est accusé d'excitation à la guerre civile, au pillage et au vol. Les obsèques de Gustave Chaudey ont eu lieu hier, au cimetière de Montmartre.

Des discours ont été prononcés par MM. Em. Arago et Henri Martin. Les perquisitions d'armes continuent.

Londres, 2 juin.

Victor Hugo arrive.

St-Petersbourg, 1^{er} juin.

L'ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, M. le duc de Noailles, ayant été démissionné pour des motifs de santé, c'est le général Leflo qui est désigné pour le remplacer.

Rome, 2 juin.

La corvette du Pape l'Immaculée conception partira incessamment pour Toulon, emportant de la part du Pape, pour les nécessiteux de Paris, 60,000 fr. et plusieurs caisses remplies d'ornements destinés aux églises de Paris.

PARIS-VERSAILLES

Paris reprend petit à petit sa physionomie habituelle ; il est même un peu plus animé peut-être que de coutume et ses jours ordinaires ressemblent presque à des dimanches tellement la foule est grande dans certains quartiers.

Mais cette animation est malheureusement factice encore ; elle tient à ce que les ateliers n'étant pas ouverts, les affaires n'ayant pas repris, chacun profite des loisirs que la défunte Commune lui a faits pour aller visiter les ruines qu'elle a laissées, qu'elle a amoncelées dans cette splendide capitale, jadis le légitime objet de notre orgueil.

Il faut espérer que cet état de choses se modifiera promptement et que nous ne verrons bientôt plus d'autres flâneurs dans nos rues et sur nos boulevards que les étrangers. Ceux-ci n'auront pas à pleurer sur les ruines qui exciteront leur curiosité et leur présence sera le signe d'une transformation qui ne sera jamais assez féconde, de longtemps du moins, pour réparer tous les désastres occasionnés par les sinistres bouffons de la Commune.

La plupart des grandes administrations ont déjà commencé leur réinstallation dans la capitale.

Le colonel ou général Eudes qui était au Père-Lachaise a pu s'en échapper. On ne sait où il est, pas plus que Razona, dit l'absintheur, parce qu'il n'a jamais cessé d'aller prendre son absinthe au café de Madrid. Même pendant qu'il était colonel commandant l'Ecole militaire, il arrivait régulièrement sur le boulevard à 5 heures ; il était à cheval, suivi d'un citoyen brosseur également à cheval, mettait une heure ou deux à vider son ou ses verres et s'en retournait ensuite au galop, frisant sa longue moustache brune, posant son képi sur l'oreille, faisant le beau, en un mot.

Il ne s'est jamais battu qu'avec les garçons du café de Madrid, ce qui ne l'empêchait naturellement pas de prêcher la guerre à outrance et de tenir sa place dans ce cénacle de généraux toujours victorieux qui, de proche en proche ont repoussés les versailles jusqu'à Vincennes.

Combien d'imbéciles se sont fait tuer pour donner du galon à ces braves, héros du Cirque !

Jusqu'à nouvel ordre, la ville de Paris sera divisée en quatre commandements militaires, savoir : 1^{er} Celui de l'Est, comprenant les 11, 12, 19 et 20^{es} arrondissements, sous les ordres du général Vinoy, commandant l'armée de réserve, quartier-général au couvent de Picpus. 2^o Celui de N. O. comprenant les 8, 9, 10, 16, 17 et 18^{es} arrondissements, sous les ordres du général Ladmirault commandant le 1^{er} corps d'armée, quartier-général à l'Elysée. 3^o Celui du Sud, comprenant toute la rive gauche, c'est-à-dire les 5, 6, 7, 13, 14 et 15^{es} arrondissements sous les ordres du général de Cissé commandant le 2^e corps d'armée, quartier-général au petit Luxembourg. 4^o Celui du centre, comprenant les 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e arrondissements, sous les ordres du général Douai, commandant le 4^e corps, quartier-général place Vendôme.

Conformément à l'art. 7 de la loi de 1849 sur l'état de siège, tous les pouvoirs dont l'autorité civile était revêtue pour le maintien de l'ordre et la police, passent tout entiers à l'autorité civile.

On lit dans le Paris-Journal : « Tous les coupables de l'insurrection ne sont pas à Paris ; beaucoup n'y sont jamais venus. Les grands chefs de la conspiration sont à Londres et à Berlin. Il y a quelques mois, Paris-Journal publiait une lettre du grand-prêtre de l'Internationale, de Karl-Marx, au citoyen Ferraiiler, désavouant les monies du Comité central. Marx désavoua la lettre ; elle était, paraît-il, d'un membre influent de l'Association, demeurant à Birmingham. En effet, quelques jours après, Ferraiiler, de retour de Londres, apportait, à la fois, des ordres et des fonds. — Preuves à l'appui : Quarante-vingt-trois mille francs ont été distribués à la troupe, du 16 au 18 mars.

De Londres, où il est en sûreté, Karl-Marx dirigeait tout, et c'est à cette intelligence redoutable que nous devons le triste honneur d'avoir vu se débattre chez nous, à coups de fusil, la question économique. C'est en France, que le mouvement doit